

# Loi fédérale sur la circulation routière (LCR)

## Modification du 14 décembre 2001

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu le message du Conseil fédéral du 31 mars 1999<sup>1</sup>,  
*arrête:*

### I

La loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière<sup>2</sup> est modifiée comme suit:

#### *Préambule*

vu les art. 34<sup>ter</sup>, 37<sup>bis</sup>, 64 et 64<sup>bis</sup> de la constitution<sup>3</sup>,

...

#### *Art. 2, al. 3<sup>bis</sup>*

<sup>3bis</sup> L'Office fédéral des routes arrête les mesures concernant la réglementation locale du trafic sur les routes nationales de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classes. Ces décisions peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la Commission de recours DETEC. Les communes ont qualité pour recourir lorsque des mesures touchant la circulation sont ordonnées sur leur territoire.

#### *Art. 2a*

Prévention

<sup>1</sup> La Confédération encourage la sécurité au volant par des campagnes de sensibilisation et d'autres mesures de prévention.

<sup>2</sup> Elle peut coordonner et encourager les activités entreprises dans ce contexte par les cantons et les associations privées.

#### *Art. 3, al. 4, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> phrases*

<sup>4</sup> ... La décision cantonale de dernière instance concernant de telles mesures peut faire l'objet d'un recours de droit administratif au Tri-

<sup>1</sup> FF 1999 4106

<sup>2</sup> RS 741.01

<sup>3</sup> Ces dispositions correspondent aux art. 82, 110, 122 et 123 de la Constitution du 18 avril 1999 (RS 101).

bunal fédéral. Les communes ont qualité pour recourir lorsque des mesures touchant la circulation sont ordonnées sur leur territoire.

*Art. 9, al. 3<sup>bis</sup>*

<sup>3bis</sup> A la demande du détenteur, le poids total d'un véhicule automobile ou d'une remorque peut être modifié une fois par an ou lorsque le véhicule change de détenteur. Les garanties du constructeur relatives au poids ne peuvent être dépassées.

*Art. 10, al. 3*

*Abrogé*

*Art. 12*

Réception  
par type

<sup>1</sup> Les véhicules automobiles et leurs remorques fabriqués en série requièrent une réception par type. Le Conseil fédéral peut également y soumettre:

- a. les composants et les accessoires pour les véhicules automobiles et les cycles;
- b. les dispositifs destinés à d'autres véhicules, si la sécurité de la circulation l'exige;
- c. les dispositifs de protection destinés aux utilisateurs de véhicules.

<sup>2</sup> Les véhicules et les objets soumis à la réception par type ne peuvent être mis sur le marché que s'ils correspondent au modèle réceptionné.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut renoncer à une réception par type suisse des véhicules automobiles et de leurs remorques à condition:

- a. qu'il existe une réception par type étrangère délivrée selon des prescriptions d'équipement et d'expertise équivalentes à celles qui sont en vigueur en Suisse;
- b. que les données nécessaires à la Confédération et aux cantons soient disponibles.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral désigne les services compétents pour effectuer l'expertise, le relevé des données, la réception par type et le contrôle ultérieur; il détermine la procédure à suivre et fixe les émoluments.

*Art. 13, al. 2*

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut prévoir que les véhicules dont le type a été réceptionné seront dispensés du contrôle individuel.

*Art. 14, al. 2, let. b et c, et al. 2<sup>bis</sup>*

<sup>2</sup> Le permis d'élève conducteur et le permis de conduire ne peuvent être délivrés aux candidats:

- b. qui n'ont pas les aptitudes physiques et psychiques suffisantes pour conduire avec sûreté des véhicules automobiles;
- c. qui souffrent d'une forme de dépendance les rendant inaptes à la conduite;

<sup>2<sup>bis</sup></sup> La personne qui conduit un véhicule automobile sans être titulaire d'un permis de conduire n'obtiendra ni permis d'élève conducteur ni permis de conduire pendant les six mois au minimum qui suivent cette infraction. Si elle commet cette infraction avant d'avoir atteint l'âge minimum requis pour obtenir ce permis, le délai d'attente court à partir du moment où elle l'atteint.

*Art. 15a*

Permis de  
conduire à  
l'essai

<sup>1</sup> Le permis de conduire obtenu pour la première fois pour un motocycle ou une voiture automobile est délivré à l'essai. La période probatoire est de trois ans.

<sup>2</sup> Le permis de conduire est délivré pour une durée illimitée:

- a. si la période probatoire est échuë;
- b. si le titulaire a suivi les cours de formation complémentaire de conduite automobile essentiellement pratiques prescrits par le Conseil fédéral pour apprendre à mieux reconnaître et éviter les dangers sur la route et à ménager l'environnement.

<sup>3</sup> Lorsque le permis de conduire à l'essai est retiré au titulaire parce qu'il a commis une infraction, la période probatoire est prolongée d'un an. Si le retrait expire après la fin de cette période, la prolongation commence à compter de la date de restitution du permis de conduire.

<sup>4</sup> Le permis de conduire à l'essai est caduc lorsque son titulaire commet une seconde infraction entraînant un retrait.

<sup>5</sup> Un nouveau permis d'élève conducteur peut être délivré à la personne concernée au plus tôt un an après l'infraction commise et uniquement sur la base d'une expertise psychologique attestant son aptitude à conduire. Ce délai est prolongé d'un an si la personne concernée a conduit un motocycle ou une voiture automobile pendant cette période.

<sup>6</sup> Après avoir repassé avec succès l'examen de conduite, la personne concernée obtient un nouveau permis de conduire à l'essai.

*Art. 16, al. 2 à 4*

<sup>2</sup> Lorsque la procédure prévue par la loi fédérale du 24 juin 1970 sur les amendes d'ordre<sup>4</sup> n'est pas applicable, une infraction aux prescriptions sur la circulation routière entraîne le retrait du permis d'élève-conducteur ou du permis de conduire ou un avertissement.

<sup>3</sup> Les circonstances doivent être prises en considération pour fixer la durée du retrait du permis d'élève conducteur ou du permis de conduire, notamment l'atteinte à la sécurité routière, la gravité de la faute, les antécédents en tant que conducteur ainsi que la nécessité professionnelle de conduire un véhicule automobile. La durée minimale du retrait ne peut toutefois être réduite.

<sup>4</sup> Le permis de circulation peut être retiré pour une durée adaptée aux circonstances:

- a. en cas d'usage abusif du permis ou des plaques de contrôle;
- b. lorsque les impôts ou les taxes de circulation de tous les véhicules d'un même détenteur n'ont pas été payés.

*Art. 16a*

Retrait du permis de conduire ou avertissement après une infraction légère

<sup>1</sup> Commet une infraction légère la personne qui:

- a. en violant les règles de la circulation, met légèrement en danger la sécurité d'autrui et à laquelle seule une faute bénigne peut être imputée;
- b. conduit un véhicule automobile en état d'ébriété sans pour autant présenter un taux d'alcoolémie qualifié (art. 55, al. 6, let. a) et qui, ce faisant, ne commet pas d'autres infractions aux règles de la circulation routière.

<sup>2</sup> Après une infraction légère, le permis d'élève conducteur ou le permis de conduire est retiré pour un mois au moins au conducteur qui a fait l'objet d'un retrait de permis ou d'une autre mesure administrative au cours des deux années précédentes.

<sup>3</sup> L'auteur d'une infraction légère fait l'objet d'un avertissement si, au cours des deux années précédentes, le permis de conduire ne lui a pas été retiré et qu'aucune autre mesure administrative n'a été prononcée.

<sup>4</sup> En cas d'infraction particulièrement légère, il est renoncé à toute mesure administrative.

*Art. 16b*

Retrait du permis de conduire après une infraction moyennement grave

<sup>1</sup> Commet une infraction moyennement grave la personne:

- a. qui, en violant les règles de la circulation, crée un danger pour la sécurité d'autrui ou en prend le risque;

- b. qui conduit un véhicule automobile en état d'ébriété sans pour autant présenter un taux d'alcoolémie qualifié (art. 55, al. 6) et qui, en plus, commet une infraction légère aux règles de la circulation routière;
- c. qui conduit un véhicule automobile sans être titulaire du permis de conduire de la catégorie correspondante;
- d. qui soustrait un véhicule automobile dans le dessein d'en faire usage.

<sup>2</sup> Après une infraction moyennement grave, le permis d'élève conducteur ou le permis de conduire est retiré:

- a. pour un mois au minimum;
- b. pour quatre mois au minimum si, au cours des deux années précédentes, le permis a été retiré une fois en raison d'une infraction grave ou moyennement grave;
- c. pour neuf mois au minimum si, au cours des deux années précédentes, le permis a été retiré à deux reprises en raison d'infractions qualifiées de moyennement graves au moins;
- d. pour quinze mois au minimum si, au cours des deux années précédentes, le permis a été retiré à deux reprises en raison d'infractions graves;
- e. pour une durée indéterminée, mais pour deux ans au minimum si, au cours des dix années précédentes, le permis a été retiré à trois reprises en raison d'infractions qualifiées de moyennement graves au moins; il est renoncé à cette mesure si, dans les cinq ans suivant l'expiration d'un retrait, aucune infraction donnant lieu à une mesure administrative n'a été commise;
- f. définitivement si, au cours des cinq années précédentes, le permis a été retiré en vertu de la let. e ou de l'art. 16c, al. 2, let. d.

#### *Art. 16c*

Retrait du permis de conduire après une infraction grave

<sup>1</sup> Commet une infraction grave la personne:

- a. qui, en violant gravement les règles de la circulation, met sérieusement en danger la sécurité d'autrui ou en prend le risque;
- b. qui conduit un véhicule automobile en état d'ébriété et présente un taux d'alcoolémie qualifié (art. 55, al. 6);
- c. qui conduit un véhicule automobile alors qu'elle est incapable de conduire du fait de l'absorption de stupéfiants ou de médicaments ou pour d'autres raisons;
- d. qui s'oppose ou se dérobe intentionnellement à un prélèvement de sang, à un alcootest ou à un autre examen prélimi-

naire réglementé par le Conseil fédéral, qui a été ordonné ou dont il fallait supposer qu'il le serait, qui s'oppose ou se dérobe intentionnellement à un examen médical complémentaire, ou encore qui fait en sorte que des mesures de ce genre ne puissent atteindre leur but;

- e. qui prend la fuite après avoir blessé ou tué une personne;
- f. qui conduit un véhicule automobile alors que le permis de conduire lui a été retiré.

<sup>2</sup> Après une infraction grave, le permis d'élève conducteur ou le permis de conduire est retiré:

- a. pour trois mois au minimum;
- b. pour six mois au minimum si, au cours des cinq années précédentes, le permis a été retiré une fois en raison d'une infraction moyennement grave;
- c. pour douze mois au minimum si, au cours des cinq années précédentes, le permis a été retiré une fois en raison d'une infraction grave ou à deux reprises en raison d'infractions moyennement graves;
- d. pour une durée indéterminée, mais pour deux ans au minimum, si, au cours des dix années précédentes, le permis lui a été retiré à deux reprises en raison d'infractions graves ou à trois reprises en raison d'infractions qualifiées de moyennement graves au moins; il est renoncé à cette mesure si, dans les cinq ans suivant l'expiration d'un retrait, aucune infraction donnant lieu à une mesure administrative n'a été commise;
- e. définitivement si, au cours des cinq années précédentes, le permis a été retiré en application de la let. d ou de l'art. 16b, al. 2, let. e.

<sup>3</sup> La durée du retrait du permis en raison d'une infraction visée à l'al. 1, let. f, se substitue à la durée restante du retrait en cours.

<sup>4</sup> Si la personne concernée a conduit un véhicule automobile alors que le permis de conduire lui a été retiré en vertu de l'art. 16d, un délai d'attente correspondant à la durée minimale prévue pour l'infraction est fixé.

#### Art. 16d

Retrait du permis de conduire pour cause d'inaptitude à la conduite

<sup>1</sup> Le permis d'élève conducteur ou le permis de conduire est retiré pour une durée indéterminée à la personne:

- a. dont les aptitudes physiques et psychiques ne lui permettent pas ou plus de conduire avec sûreté un véhicule automobile;
- b. qui souffre d'une forme de dépendance la rendant inapte à la conduite;

- c. qui, en raison de son comportement antérieur, ne peut garantir qu'à l'avenir elle observera les prescriptions et fera preuve d'égards envers autrui en conduisant un véhicule automobile.

<sup>2</sup> Si un retrait est prononcé en vertu de l'al. 1 à la place d'un retrait prononcé en vertu des art. 16a à 16c, il est assorti d'un délai d'attente qui va jusqu'à l'expiration de la durée minimale du retrait prévue pour l'infraction commise.

<sup>3</sup> Le permis est retiré définitivement au conducteur incorrigible.

#### *Art. 17*

Restitution  
du permis  
de conduire

<sup>1</sup> Le permis d'élève conducteur ou le permis de conduire retiré pour une durée déterminée peut être restitué au plus tôt trois mois avant l'expiration de la durée prescrite du retrait si la personne concernée a suivi un des cours d'éducation routière reconnus par l'autorité. La durée minimale du retrait ne peut être réduite.

<sup>2</sup> Le permis d'élève conducteur ou le permis de conduire retiré pour une année au moins peut être restitué à certaines conditions si le comportement de la personne concernée montre que la mesure administrative a atteint son but. Il faut toutefois que la durée minimale ainsi que les deux tiers de la durée de retrait prescrite soient écoulés.

<sup>3</sup> Le permis d'élève conducteur ou le permis de conduire retiré pour une durée indéterminée peut être restitué à certaines conditions après expiration d'un éventuel délai d'attente légal ou prescrit si la personne concernée peut prouver que son inaptitude à la conduite a disparu.

<sup>4</sup> Le permis de conduire retiré définitivement ne peut être restitué qu'aux conditions citées à l'art. 23, al. 3.

<sup>5</sup> Si la personne concernée n'observe pas les conditions imposées ou trompe d'une autre manière la confiance mise en elle, le permis lui est retiré à nouveau.

#### *Art. 19, al. 2*

<sup>2</sup> Ne sont pas autorisées non plus à conduire un cycle les personnes qui n'en ont pas l'aptitude par suite d'une maladie ou d'une infirmité physique ou mentale ou qui souffrent d'une forme de dépendance qui les rend inaptes à la conduite. Au besoin, l'autorité leur interdira de conduire un cycle.

#### *Art. 21*

Voituriers

<sup>1</sup> Les enfants n'ayant pas l'âge de la scolarité obligatoire ne sont pas autorisés à conduire un véhicule à traction animale.

<sup>2</sup> Ne sont pas autorisées non plus à conduire un véhicule à traction animale les personnes qui n'en ont pas l'aptitude par suite d'une

maladie ou d'une infirmité physique ou mentale ou qui souffrent d'une forme de dépendance qui les rend inaptes à la conduite. Au besoin, l'autorité leur interdira de conduire un tel véhicule.

*Art. 22, al. 1*

<sup>1</sup> Les permis sont délivrés et retirés par l'autorité administrative. Cette compétence appartient au canton de stationnement pour les permis de circulation et au canton de domicile pour les permis de conduire. Le Conseil fédéral peut abroger l'obligation d'échanger le permis de conduire en cas de changement de domicile et prévoir des permis fédéraux pour les véhicules militaires et leurs conducteurs.

*Art. 25, al. 3<sup>bis</sup>*

*Abrogé*

*Art. 31, al. 2*

<sup>2</sup> Toute personne qui n'a pas les capacités physiques et psychiques nécessaires pour conduire un véhicule parce qu'elle est sous l'influence de l'alcool, de stupéfiants, de médicaments ou pour d'autres raisons, est réputée incapable de conduire pendant cette période et doit s'en abstenir.

*Art. 32, al. 3 et 4*

<sup>3</sup> L'autorité compétente ne peut abaisser ou augmenter la vitesse maximale fixée par le Conseil fédéral sur certains tronçons de route qu'après expertise. Le Conseil fédéral peut prévoir des exceptions.

<sup>4</sup> *Abrogé*

*Art. 53a*

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral peut, après avoir consulté les cantons:

- a. ordonner des mesures de gestion du trafic motorisé sur le réseau des routes d'importance nationale, adéquates et nécessaires pour empêcher ou éliminer de graves perturbations du trafic compromettant la sécurité routière;
- b. émettre des recommandations quant à la gestion du trafic motorisé, pour répondre aux impératifs de la sécurité et de la fluidité du trafic et réaliser les objectifs de la loi du 8 octobre 1999 sur le transfert du trafic<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> Il peut déléguer l'exécution des mesures et recommandations à un tiers.

Garantie de la  
sécurité et de la  
fluidité du trafic



<sup>3</sup> Les cantons procèdent aux contrôles des véhicules motorisés lourds sur la route conformément à l'objectif de la loi du 8 octobre 1999 sur le transfert du trafic et en fonction du danger accru.

#### Art. 55

Constat de  
l'incapacité de  
conduire

<sup>1</sup> Les conducteurs de véhicules, de même que les autres usagers de la route impliqués dans un accident, peuvent être soumis à un alcootest.

<sup>2</sup> Si la personne concernée présente des indices laissant présumer une incapacité de conduire et que ces indices ne sont pas dus ou pas uniquement dus à l'influence de l'alcool, elle peut faire l'objet d'autres examens préliminaires, notamment d'un contrôle de l'urine et de la salive.

<sup>3</sup> Une prise de sang sera ordonnée:

- a. si la personne concernée présente des indices laissant présumer une incapacité de conduire;
- b. si elle s'oppose ou se dérobe à l'alcootest ou si elle fait en sorte que cette mesure ne puisse atteindre son but.

<sup>4</sup> Pour des raisons importantes, la prise de sang peut être effectuée contre la volonté de la personne suspectée. Tout autre moyen permettant de prouver l'incapacité de conduire de la personne concernée est réservé.

<sup>5</sup> Le droit cantonal désigne les organes chargés d'ordonner ces mesures.

<sup>6</sup> L'Assemblée fédérale fixe dans une ordonnance le taux d'alcoolémie à partir duquel les conducteurs sont réputés être dans l'incapacité de conduire au sens de la présente loi (état d'ébriété) indépendamment de toute autre preuve et du degré de tolérance individuelle à l'alcool; elle définit le taux d'alcoolémie qualifié.

<sup>7</sup> Le Conseil fédéral:

- a. peut, pour les autres substances diminuant la capacité de conduire, fixer le taux de concentration dans le sang à partir duquel la personne concernée est réputée incapable de conduire au sens de la présente loi, indépendamment de toute autre preuve et de tout degré de tolérance individuelle;
- b. édicte des prescriptions sur les examens préliminaires (al. 2), sur la procédure qui règle l'utilisation de l'alcootest et le prélèvement de sang, sur l'analyse des échantillons prélevés et sur l'examen médical complémentaire de la personne soupçonnée d'être dans l'incapacité de conduire;

- c. peut prescrire que les échantillons, notamment les échantillons de sang, de cheveux ou d'ongles, prélevés en vertu du présent article soient analysés en vue de déterminer, chez la personne concernée, l'existence d'une forme de dépendance diminuant son aptitude à conduire.

## Chapitre 8 Informations routières

### Art. 57c

<sup>1</sup> Les cantons informent les usagers de la route des conditions de circulation extraordinaires, des restrictions de circulation et de l'état des routes, en particulier des routes de grand transit. Si la situation l'exige, ils informent les autres cantons et les Etats voisins.

<sup>2</sup> Les cantons peuvent déléguer ces tâches d'information à des organisations privées.

<sup>3</sup> La Confédération assiste les cantons par des conseils spécifiques et dans la coordination des informations routières qui intéressent les autres cantons et les Etats voisins.

### Art. 67, al. 3 et 4

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral règle les conditions auxquelles le détenteur peut faire usage d'un véhicule autre que celui qui est assuré en se servant des plaques de contrôle de ce dernier. L'assurance n'est valable que pour le véhicule utilisé. L'assureur a un droit de recours contre le détenteur si l'utilisation n'était pas autorisée.

### <sup>4</sup> Abrogé

### Art. 91

Conducteurs se trouvant dans l'incapacité de conduire

<sup>1</sup> Quiconque a conduit un véhicule automobile en état d'ébriété, est puni des arrêts ou de l'amende. La peine sera l'emprisonnement ou l'amende lorsque le taux d'alcoolémie est qualifié (art. 55, al. 6).

<sup>2</sup> Quiconque a conduit un véhicule automobile alors qu'il se trouvait dans l'incapacité de conduire pour d'autres raisons est puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

<sup>3</sup> Quiconque a conduit un véhicule sans moteur alors qu'il se trouvait dans l'incapacité de conduire est puni des arrêts ou de l'amende.

### Art. 91a

Opposition ou dérobade aux mesures visant à déterminer l'incapacité de conduire

<sup>1</sup> Quiconque, en qualité de conducteur de véhicule automobile, se sera opposé ou dérobé intentionnellement à un prélèvement de sang, à un alcootest ou à un autre examen préliminaire réglementé par le Conseil

fédéral, qui avait été ordonné ou dont il devait supposer qu'il le serait, ou quiconque se sera opposé ou dérobé intentionnellement à un examen médical complémentaire ou aura fait en sorte que des mesures de ce genre ne puissent atteindre leur but, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

<sup>2</sup> La peine sera les arrêts ou l'amende si le délinquant a conduit un véhicule sans moteur ou s'il a été impliqué dans un accident en qualité d'usager de la route.

*Art. 94, ch. 4*

4. Dans ces cas, l'art. 141 du code pénal<sup>6</sup> n'est pas applicable.

*Art. 95, titre marginal, et ch. 2 à 4*

Conduite sans permis de conduire ou malgré un retrait

2. Quiconque a conduit un véhicule automobile alors que le permis d'élève conducteur ou le permis de conduire lui a été refusé, retiré ou interdit d'utilisation sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

3. Quiconque a conduit un cycle alors que la conduite lui en avait été interdite sera puni des arrêts ou de l'amende.

4. Quiconque a conduit un véhicule à traction animale alors que la conduite lui en avait été interdite sera puni des arrêts ou de l'amende.

*Art. 100, ch. 1, 2<sup>e</sup> phrase*

1. ... Dans les cas de très peu de gravité, le prévenu sera exempté de toute peine.

*Art. 104b, al. 1, 3, phrase introductive et let. k à m, et al. 4*

<sup>1</sup> L'Office fédéral des routes gère, en collaboration avec les cantons, un registre automatisé des mesures administratives (ADMAS).

<sup>3</sup> Le registre fait état de toutes les mesures administratives prononcées par des autorités suisses ou étrangères contre des personnes domiciliées en Suisse:

- k. prolongation de la période probatoire pendant laquelle le permis de conduire est délivré à l'essai;
- l. échéance de la validité du permis de conduire à l'essai;
- m. révocation ou modification des mesures visées aux let. a à l.

<sup>4</sup> Outre l'Office fédéral des routes, les autorités de la Confédération et des cantons chargées de délivrer et de retirer les permis traitent les données personnelles contenues dans le registre.

Registre des autorisations de conduire

*Art. 104c*

<sup>1</sup> L'Office fédéral des routes gère, en collaboration avec les cantons, un registre automatisé des autorisations de conduire (FABER).

<sup>2</sup> Le registre sert à l'accomplissement des tâches légales suivantes:

- a. délivrer les permis d'élève conducteur, permis de conduire et permis de moniteur de conduite;
- b. contrôler les autorisations de conduire civiles et militaires;
- c. établir la statistique des autorisations de conduire.

<sup>3</sup> Le registre fait état:

- a. des autorisations de conduire délivrées par des autorités suisses ou étrangères à des personnes domiciliées en Suisse;
- b. des décisions en vigueur de retrait, de refus ou d'interdiction de faire usage du permis de conduire ou d'interdiction de circuler, prononcées par des autorités suisses;
- c. des décisions en vigueur de retrait, de refus ou d'interdiction de faire usage du permis de conduire ou d'interdiction de circuler, prononcées par des autorités étrangères contre des personnes domiciliées en Suisse ou titulaires d'un permis de conduire ou d'un permis d'élève conducteur suisse.

<sup>4</sup> Outre l'Office fédéral des routes, les autorités de la Confédération et des cantons chargées de délivrer et de retirer les permis traitent les données personnelles contenues dans le registre.

<sup>5</sup> Sont autorisés à consulter le registre en ligne:

- a. les polices de la circulation et les organes douaniers, pour les données requises en vue de contrôler l'autorisation de conduire;
- b. les autorités chargées des poursuites pénales et les autorités judiciaires, pour toutes les données utilisées dans le cadre des procédures les amenant à juger des infractions au droit de la circulation routière.

<sup>6</sup> Le Conseil fédéral fixe les modalités, notamment en ce qui concerne:

- a. la responsabilité du traitement des données;
- b. la liste des données à saisir et le délai de leur conservation;
- c. la procédure de communication des données;
- d. la rectification des données;
- e. l'organisation et l'exploitation du système de données automatisé;
- f. la collaboration avec les autorités concernées;

- g. les autorités auxquelles les données peuvent être communiquées dans des cas d'espèce;
- h. la sécurité des données.

<sup>7</sup> Le Conseil fédéral peut autoriser les autorités de la Principauté de Liechtenstein qui accomplissent les tâches énoncées aux al. 4 et 5 à participer à la gestion et à l'exploitation du registre.

#### *Art. 104d*

Registre des  
types  
de véhicules

<sup>1</sup> L'Office fédéral des routes gère un registre automatisé des types de véhicules (TARGA).

<sup>2</sup> Le registre sert notamment à l'accomplissement des tâches légales suivantes:

- a. immatriculer les véhicules;
- b. expertiser les véhicules;
- c. établir les données de base en matière de politique des transports, de l'environnement et de l'énergie;
- d. percevoir les redevances;
- e. communiquer au public les données sur les types de véhicules.

<sup>3</sup> Le registre fait état:

- a. des types de véhicules réceptionnés en Suisse;
- b. des types de véhicules mis sur le marché en Suisse sur la base d'une réception par type étrangère;
- c. des titulaires d'une réception par type et, en cas de domicile à l'étranger, de leur représentation en Suisse.

<sup>4</sup> Sont autorisés à consulter le registre en ligne:

- a. les autorités fédérales et cantonales d'immatriculation ainsi que les services chargés des contrôles officiels des véhicules;
- b. les organes de police et les organes douaniers.

<sup>5</sup> Le Conseil fédéral fixe les modalités, notamment en ce qui concerne:

- a. la responsabilité du traitement des données;
- b. la liste des données à saisir et le délai de leur conservation;
- c. la procédure de communication des données;
- d. la rectification des données;
- e. l'organisation et l'exploitation du système de données automatisé;
- f. la collaboration avec les autorités concernées;

- g. les autorités auxquelles les données peuvent être communiquées dans des cas d'espèce;
- h. la sécurité des données.

<sup>6</sup> Le Conseil fédéral peut autoriser les autorités de la Principauté de Liechtenstein qui accomplissent les tâches énoncées à l'al. 4 à participer à l'exploitation du registre.

*Art. 106, al. 1, 2<sup>e</sup> phrase, al. 4, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> phrases, al. 7, 2<sup>e</sup> phrase, et al. 9, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> phrases*

<sup>1</sup> ... Il peut autoriser l'Office fédéral des routes à régler les modalités.

<sup>4</sup> *2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> phrases, abrogées*

<sup>7</sup> ... Dans les limites de ces accords, il peut:

- a. abroger l'obligation d'échanger le permis de conduire en cas de changement de domicile au-delà des frontières nationales;
- b. prévoir des autorisations pour des courses effectuées par des véhicules suisses ou étrangers dont le poids dépasse les limites fixées à l'art. 9; il ne délivre les autorisations qu'à titre exceptionnel et si la sécurité routière et la protection de l'environnement le permettent.

<sup>9</sup> ... Le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication peut adhérer aux amendements des réglementations techniques relatives aux accords de ce genre, lorsque ces amendements n'exigent pas une adaptation du droit suisse. Il peut aussi reprendre des modifications des annexes de l'Accord européen du 30 septembre 1957 relatif au transport international des marchandises dangereuses par route<sup>7</sup>.

## II

La loi fédérale du 16 décembre 1943 d'organisation judiciaire<sup>8</sup> est modifiée comme suit:

*Art. 100, al. 1, let. l, ch. 1*

*Abrogé*

<sup>7</sup> RS 0.741.621

<sup>8</sup> RS 173.110

## III

*Dispositions transitoires de la modification du 14 décembre 2001*

<sup>1</sup> La présente modification s'applique à la personne qui aura commis une infraction légère, moyenne ou grave aux dispositions sur la circulation routière après son entrée en vigueur.

<sup>2</sup> Les mesures ordonnées en vertu de l'ancien droit sont régies par ce dernier.

<sup>3</sup> Les art. 16b, al. 2, let. f, et 16c, al. 2, let. e, s'appliquent aussi aux retraits du permis de conduire régis par l'ancien art. 16, al. 3, let. e.

## IV

*Référendum et entrée en vigueur*

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Conseil des Etats, 14 décembre 2001

Conseil national, 14 décembre 2001

Le président: Anton Cottier

La présidente: Liliane Maury Pasquier

Le secrétaire: Christoph Lanz

Le secrétaire: Christophe Thomann

*Expiration du délai référendaire et entrée en vigueur*

<sup>1</sup> Le délai référendaire s'appliquant à la présente loi a expiré le 7 avril 2002 (1<sup>er</sup> jour ouvrable: 8 avril 2002) sans avoir été utilisé.<sup>9</sup>

<sup>2</sup> La présente loi entre en vigueur comme suit:

- a. les art. 2, al. 3<sup>bis</sup>, 3, al. 4, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> phrases, 32, al. 3 et 4, 53a et 57c, ainsi que le ch. II, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003;
- b. les art. 9, al. 3<sup>bis</sup>, 16, al. 4, 22, al. 1, à l'exception de la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> phrase «... et prévoir des permis fédéraux pour les véhicules militaires et leurs conducteurs», art. 104c et 106, al. 1, 2<sup>e</sup> phrase, al. 4, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> phrases, ainsi que l'al. 9, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> phrases, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2003;
- c. les autres dispositions entrent en vigueur à une date ultérieure.

3 juillet 2002

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Kaspar Villiger

La chancelière de la Confédération, Annemarie Huber-Hotz

<sup>9</sup> FF 2001 6147

# Strassenverkehrsgesetz (SVG)

## Änderung vom 14. Dezember 2001

---

*Die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft,  
nach Einsicht in die Botschaft des Bundesrates vom 31. März 1999<sup>1</sup>,  
beschliesst:*

### I

Das Strassenverkehrsgesetz vom 19. Dezember 1958<sup>2</sup> wird wie folgt geändert:

#### *Ingress*

gestützt auf die Artikel 34<sup>ter</sup>, 37<sup>bis</sup>, 64 und 64<sup>bis</sup> der Bundesverfassung<sup>3</sup>,

...

#### *Art. 2 Abs. 3<sup>bis</sup>*

<sup>3bis</sup> Das Bundesamt für Strassen verfügt die Massnahmen der örtlichen Verkehrsregelung auf Nationalstrassen 1. und 2. Klasse. Diese Verfügungen unterliegen der Beschwerde an die Rekurskommission des Eidgenössischen Departementes für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation. Gemeinden sind zur Beschwerde berechtigt, wenn Verkehrsmassnahmen auf ihrem Gebiet angeordnet werden.

#### *Art. 2a*

##### Prävention

<sup>1</sup> Der Bund fördert sicheres Fahren durch Sensibilisierungskampagnen und andere präventiv wirksame Aktivitäten.

<sup>2</sup> Er kann die entsprechenden Aktivitäten der Kantone und der privaten Organisationen koordinieren und unterstützen.

#### *Art. 3 Abs. 4 dritter und vierter Satz*

<sup>4</sup> ... Gegen letztinstanzliche kantonale Entscheide über solche Massnahmen ist die Verwaltungsgerichtsbeschwerde ans Bundesgericht zulässig. Gemeinden sind zur Beschwerde berechtigt, wenn Verkehrsmassnahmen auf ihrem Gebiet angeordnet werden.

<sup>1</sup> BBl 1999 4462

<sup>2</sup> SR 741.01

<sup>3</sup> Diesen Bestimmungen entsprechen die Artikel 82, 110, 122 und 123 der Bundesverfassung vom 18. April 1999 (SR 101).



*Art. 9 Abs. 3bis*

<sup>3bis</sup> Auf Gesuch des Fahrzeughalters kann das zugelassene Gesamtgewicht eines Motorfahrzeuges oder eines Anhängers verändert werden, jedoch höchstens einmal jährlich oder anlässlich eines Halterwechsels. Die Gewichtsgarantien des Fahrzeugherstellers dürfen nicht überschritten werden.

*Art. 10 Abs. 3*

*Aufgehoben*

*Art. 12*

Typen-  
genehmigung

<sup>1</sup> Serienmässig hergestellte Motorfahrzeuge und Motorfahrzeuganhänger unterliegen der Typengenehmigung. Der Bundesrat kann ferner der Typengenehmigung unterstellen:

- a. Bestandteile und Ausrüstungsgegenstände für Motorfahrzeuge und Fahrräder;
- b. Vorrichtungen für andere Fahrzeuge, soweit die Verkehrssicherheit es erfordert;
- c. Schutzvorrichtungen für die Benützer von Fahrzeugen.

<sup>2</sup> Fahrzeuge und Gegenstände, die der Typengenehmigung unterliegen, dürfen nur in der genehmigten Ausführung in den Handel gebracht werden.

<sup>3</sup> Der Bundesrat kann auf eine schweizerische Typengenehmigung von Motorfahrzeugen und Motorfahrzeuganhängern verzichten, wenn:

- a. eine ausländische Typengenehmigung vorliegt, die aufgrund von Ausrüstungs- und Prüfvorschriften erteilt worden ist, welche den in der Schweiz geltenden gleichwertig sind; und
- b. die vom Bund und den Kantonen benötigten Daten zur Verfügung stehen.

<sup>4</sup> Der Bundesrat bestimmt die Stellen, die für die Prüfung, die Datenerhebung, die Genehmigung und die nachträgliche Überprüfung zuständig sind; er regelt das Verfahren und setzt die Gebühren fest.

*Art. 13 Abs. 2*

<sup>2</sup> Der Bundesrat kann den Verzicht auf die Einzelprüfung von typengenehmigten Fahrzeugen vorsehen.

*Art. 14 Abs. 2 Bst. b und c sowie 2bis*

<sup>2</sup> Lernfahr- und Führerausweise dürfen nicht erteilt werden, wenn der Bewerber:

- b. nicht über eine körperliche und geistige Leistungsfähigkeit verfügt, die zum sicheren Führen von Motorfahrzeugen ausreicht;
- c. an einer die Fahreignung ausschliessenden Sucht leidet;

<sup>2bis</sup> Wer ein Motorfahrzeug geführt hat, ohne einen Führerausweis zu besitzen, erhält während mindestens sechs Monaten nach der Widerhandlung weder Lernfahr- noch Führerausweis. Erreicht die Person das Mindestalter erst nach der Widerhandlung, so beginnt die Sperrfrist ab diesem Zeitpunkt.

#### *Art. 15a*

Führerausweis  
auf Probe

<sup>1</sup> Der erstmals erworbene Führerausweis für Motorräder und Motorwagen wird zunächst auf Probe erteilt. Die Probezeit beträgt drei Jahre.

<sup>2</sup> Der Führerausweis wird unbefristet erteilt, wenn:

- a. die Probezeit abgelaufen ist;
- b. der Inhaber an den vom Bundesrat vorgeschriebenen, in erster Linie praktischen Weiterbildungskursen zur Erkennung und Vermeidung von Gefahren sowie zu umweltschonendem Fahren teilgenommen hat.

<sup>3</sup> Wird dem Inhaber der Ausweis auf Probe wegen einer Widerhandlung entzogen, so wird die Probezeit um ein Jahr verlängert. Dauert der Entzug über die Probezeit hinaus, so beginnt die Verlängerung mit der Rückgabe des Führerausweises.

<sup>4</sup> Der Führerausweis auf Probe verfällt mit der zweiten Widerhandlung, die zum Entzug des Ausweises führt.

<sup>5</sup> Ein neuer Lernfahrausweis kann frühestens ein Jahr nach Begehung der Widerhandlung und nur auf Grund eines verkehrspsychologischen Gutachtens erteilt werden, das die Eignung bejaht. Diese Frist wird um ein Jahr verlängert, wenn die betroffene Person während dieser Zeit ein Motorrad oder einen Motorwagen geführt hat.

<sup>6</sup> Nach erneutem Bestehen der Führerprüfung wird ein neuer Führerausweis auf Probe erteilt.

#### *Art. 16 Abs. 2–4*

<sup>2</sup> Nach Widerhandlungen gegen die Strassenverkehrsvorschriften, bei denen das Verfahren nach dem Ordnungsbussengesetz vom 24. Juni 1970<sup>4</sup> ausgeschlossen ist, wird der Lernfahr- oder Führerausweis entzogen oder eine Verwarnung ausgesprochen.

<sup>3</sup> Bei der Festsetzung der Dauer des Lernfahr- oder Führerausweisentzugs sind die Umstände des Einzelfalls zu berücksichtigen, namentlich die Gefährdung der Verkehrssicherheit, das Verschulden, der

Leumund als Motorfahrzeugführer sowie die berufliche Notwendigkeit, ein Motorfahrzeug zu führen. Die Mindestentzugsdauer darf jedoch nicht unterschritten werden.

<sup>4</sup> Der Fahrzeugausweis kann auf angemessene Dauer entzogen werden:

- a. wenn Ausweis oder Kontrollschilder missbräuchlich verwendet wurden;
- b. solange die Verkehrssteuern oder -gebühren für Fahrzeuge desselben Halters nicht entrichtet sind.

#### Art. 16a

Verwarnung  
oder Führer-  
ausweisentzug  
nach einer  
leichten Wider-  
handlung

<sup>1</sup> Eine leichte Widerhandlung begeht, wer:

- a. durch Verletzung von Verkehrsregeln eine geringe Gefahr für die Sicherheit anderer hervorruft und ihn dabei nur ein leichtes Verschulden trifft;
- b. in angetrunkenem Zustand, jedoch nicht mit einer qualifizierten Blutalkoholkonzentration (Art. 55 Abs. 6) ein Motorfahrzeug lenkt und dabei keine anderen Widerhandlungen gegen die Strassenverkehrsvorschriften begeht.

<sup>2</sup> Nach einer leichten Widerhandlung wird der Lernfahr- oder Führerausweis für mindestens einen Monat entzogen, wenn in den vorangegangenen zwei Jahren der Ausweis entzogen war oder eine andere Administrativmassnahme verfügt wurde.

<sup>3</sup> Die fehlbare Person wird verwarnt, wenn in den vorangegangenen zwei Jahren der Ausweis nicht entzogen war und keine andere Administrativmassnahme verfügt wurde.

<sup>4</sup> In besonders leichten Fällen wird auf jegliche Massnahme verzichtet.

#### Art. 16b

Führerausweis-  
entzug nach  
einer mittel-  
schweren  
Widerhandlung

<sup>1</sup> Eine mittelschwere Widerhandlung begeht, wer:

- a. durch Verletzung von Verkehrsregeln eine Gefahr für die Sicherheit anderer hervorruft oder in Kauf nimmt;
- b. in angetrunkenem Zustand, jedoch mit einer nicht qualifizierten Blutalkoholkonzentration (Art. 55 Abs. 6) ein Motorfahrzeug lenkt und dabei zusätzlich eine leichte Widerhandlung gegen die Strassenverkehrsvorschriften begeht;
- c. ein Motorfahrzeug führt, ohne den Führerausweis für die entsprechende Kategorie zu besitzen;
- d. ein Motorfahrzeug zum Gebrauch entwendet hat.

<sup>2</sup> Nach einer mittelschweren Widerhandlung wird der Lernfahr- oder Führerausweis entzogen für:

- a. mindestens einen Monat;
- b. mindestens vier Monate, wenn in den vorangegangenen zwei Jahren der Ausweis einmal wegen einer schweren oder mittelschweren Widerhandlung entzogen war;
- c. mindestens neun Monate, wenn in den vorangegangenen zwei Jahren der Ausweis zweimal wegen mindestens mittelschweren Widerhandlungen entzogen war;
- d. mindestens 15 Monate, wenn in den vorangegangenen zwei Jahren der Ausweis zweimal wegen schweren Widerhandlungen entzogen war;
- e. unbestimmte Zeit, mindestens aber für zwei Jahre, wenn in den vorangegangenen zehn Jahren der Ausweis dreimal wegen mindestens mittelschweren Widerhandlungen entzogen war; auf diese Massnahme wird verzichtet, wenn die betroffene Person während mindestens fünf Jahren nach Ablauf eines Ausweisentzugs keine Widerhandlung, für die eine Administrativmassnahme ausgesprochen wurde, begangen hat;
- f. immer, wenn in den vorangegangenen fünf Jahren der Ausweis nach Buchstabe e oder Artikel 16c Absatz 2 Buchstabe d entzogen war.

#### *Art. 16c*

Führerausweis-  
entzug nach  
einer schweren  
Widerhandlung

<sup>1</sup> Eine schwere Widerhandlung begeht, wer:

- a. durch grobe Verletzung von Verkehrsregeln eine ernstliche Gefahr für die Sicherheit anderer hervorruft oder in Kauf nimmt;
- b. in angetrunkenem Zustand mit einer qualifizierten Blutalkoholkonzentration (Art. 55 Abs. 6) ein Motorfahrzeug führt;
- c. wegen Betäubungs- oder Arzneimitteleinfluss oder aus anderen Gründen fahrunfähig ist und in diesem Zustand ein Motorfahrzeug führt;
- d. sich vorsätzlich einer Blutprobe, einer Atemalkoholprobe oder einer anderen vom Bundesrat geregelten Voruntersuchung, die angeordnet wurde oder mit deren Anordnung gerechnet werden muss, oder einer zusätzlichen ärztlichen Untersuchung widersetzt oder entzieht oder den Zweck dieser Massnahmen vereitelt;
- e. nach Verletzung oder Tötung eines Menschen die Flucht ergreift;
- f. ein Motorfahrzeug trotz Ausweisentzug führt.

<sup>2</sup> Nach einer schweren Widerhandlung wird der Lernfahr- oder Führerausweis entzogen für:

- a. mindestens drei Monate;
- b. mindestens sechs Monate, wenn in den vorangegangenen fünf Jahren der Ausweis einmal wegen einer mittelschweren Widerhandlung entzogen war;
- c. mindestens zwölf Monate, wenn in den vorangegangenen fünf Jahren der Ausweis einmal wegen einer schweren Widerhandlung oder zweimal wegen mittelschweren Widerhandlungen entzogen war;
- d. unbestimmte Zeit, mindestens aber für zwei Jahre, wenn in den vorangegangenen zehn Jahren der Ausweis zweimal wegen schweren Widerhandlungen oder dreimal wegen mindestens mittelschweren Widerhandlungen entzogen war; auf diese Massnahme wird verzichtet, wenn die betroffene Person während mindestens fünf Jahren nach Ablauf eines Ausweisentzugs keine Widerhandlung, für die eine Administrativmassnahme ausgesprochen wurde, begangen hat;
- e. immer, wenn in den vorangegangenen fünf Jahren der Ausweis nach Buchstabe d oder Artikel 16b Absatz 2 Buchstabe e entzogen war.

<sup>3</sup> Die Dauer des Ausweisentzugs wegen einer Widerhandlung nach Absatz 1 Buchstabe f tritt an die Stelle der noch verbleibenden Dauer des laufenden Entzugs.

<sup>4</sup> Hat die betroffene Person trotz eines Entzugs nach Artikel 16d ein Motorfahrzeug geführt, so wird eine Sperrfrist verfügt; diese entspricht der für die Widerhandlung vorgesehenen Mindestentzugsdauer.

#### *Art. 16d*

Führerausweis-  
entzug wegen  
fehlender  
Fahreignung

<sup>1</sup> Der Lernfahr- oder Führerausweis wird einer Person auf unbestimmte Zeit entzogen, wenn:

- a. ihre körperliche und geistige Leistungsfähigkeit nicht oder nicht mehr ausreicht, ein Motorfahrzeug sicher zu führen;
- b. sie an einer Sucht leidet, welche die Fahreignung ausschliesst;
- c. sie auf Grund ihres bisherigen Verhaltens nicht Gewähr bietet, dass sie künftig beim Führen eines Motorfahrzeuges die Vorschriften beachten und auf die Mitmenschen Rücksicht nehmen wird.

<sup>2</sup> Tritt der Entzug nach Absatz 1 an die Stelle eines Entzugs nach den Artikeln 16a–c, wird damit eine Sperrfrist verbunden, die bis zum Ablauf der für die begangene Widerhandlung vorgesehenen Mindestentzugsdauer läuft.

<sup>3</sup> Unverbesserlichen wird der Ausweis für immer entzogen.

#### Art. 17

Wiedererteilung  
der Führer-  
ausweise

<sup>1</sup> Der auf bestimmte Zeit entzogene Lernfahr- oder Führerausweis kann frühestens drei Monate vor Ablauf der verfügten Entzugsdauer wiedererteilt werden, wenn die betroffene Person an einer von der Behörde anerkannten Nachschulung teilgenommen hat. Die Mindestentzugsdauer darf nicht unterschritten werden.

<sup>2</sup> Der für mindestens ein Jahr entzogene Lernfahr- oder Führerausweis kann bedingt und unter Auflagen wiedererteilt werden, wenn das Verhalten der betroffenen Person zeigt, dass die Administrativmassnahme ihren Zweck erfüllt hat. Die Mindestentzugsdauer und zwei Drittel der verfügten Entzugsdauer müssen jedoch abgelaufen sein.

<sup>3</sup> Der auf unbestimmte Zeit entzogene Lernfahr- oder Führerausweis kann bedingt und unter Auflagen wiedererteilt werden, wenn eine allfällige gesetzliche oder verfügte Sperrfrist abgelaufen ist und die betroffene Person die Behebung des Mangels nachweist, der die Fahrernennung ausgeschlossen hat.

<sup>4</sup> Der für immer entzogene Führerausweis kann nur unter den Bedingungen des Artikels 23 Absatz 3 wiedererteilt werden.

<sup>5</sup> Missachtet die betroffene Person die Auflagen oder missbraucht sie in anderer Weise das in sie gesetzte Vertrauen, so ist der Ausweis wieder zu entziehen.

#### Art. 19 Abs. 2

<sup>2</sup> Ebensovienig dürfen Personen Rad fahren, die sich infolge körperlicher oder geistiger Krankheiten oder Gebrechen nicht dafür eignen oder die an einer Sucht leiden, die die Fahrernennung ausschliesst. Nötigenfalls hat die Behörde einer solchen Person das Rad fahren zu untersagen.

#### Art. 21

Fuhrleute

<sup>1</sup> Kinder im vorschulpflichtigen Alter dürfen keine Tierfuhrwerke führen.

<sup>2</sup> Ebensovienig dürfen Personen Tierfuhrwerke führen, die sich infolge körperlicher oder geistiger Krankheiten oder Gebrechen nicht dafür eignen oder die an einer Sucht leiden, die die Fahrernennung ausschliesst. Nötigenfalls hat die Behörde einer solchen Person das Führen von Tierfuhrwerken zu untersagen.

*Art. 22 Abs. 1*

<sup>1</sup> Die Ausweise werden von den Verwaltungsbehörden erteilt und entzogen. Zuständig ist für Fahrzeuge der Standortkanton, für Führer der Wohnsitzkanton. Der Bundesrat kann auf den Umtausch des Führerausweises bei Wohnsitzwechsel verzichten und für Militärfahrzeuge und ihre Führer eidgenössische Ausweise vorsehen.

*Art. 25 Abs. 3<sup>bis</sup>**Aufgehoben**Art. 31 Abs. 2*

<sup>2</sup> Wer wegen Alkohol-, Betäubungsmittel- oder Arzneimitteleinfluss oder aus anderen Gründen nicht über die erforderliche körperliche und geistige Leistungsfähigkeit verfügt, gilt während dieser Zeit als fahrunfähig und darf kein Fahrzeug führen.

*Art. 32 Abs. 3 und 4*

<sup>3</sup> Die vom Bundesrat festgesetzte Höchstgeschwindigkeit kann für bestimmte Strassenstrecken von der zuständigen Behörde nur auf Grund eines Gutachtens herab- oder heraufgesetzt werden. Der Bundesrat kann Ausnahmen vorsehen.

<sup>4</sup> *Aufgehoben**Art. 53a*

Sicherstellung  
eines sicheren  
und flüssigen  
Verkehrs

<sup>1</sup> Der Bundesrat kann nach Anhören der Kantone:

- a. Massnahmen zur Lenkung des motorisierten Verkehrs auf dem Strassennetz von nationaler Bedeutung anordnen, die geeignet und nötig sind, schwere Störungen des Verkehrs, welche die Verkehrssicherheit gefährden, zu verhindern oder zu beseitigen;
- b. Empfehlungen zur Lenkung des motorisierten Verkehrs abgeben im Interesse eines sicheren und flüssigen Verkehrs sowie zur Erreichung der Ziele des Verkehrsverlagerungsgesetzes vom 8. Oktober 1999<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> Er kann die Durchführung der Massnahmen und Empfehlungen an einen Dritten übertragen.

<sup>3</sup> Die Kantone nehmen dem Ziel des Verkehrsverlagerungsgesetzes vom 8. Oktober 1999 und der erhöhten Gefährdung angepasste Schwerverkehrskontrollen auf der Strasse vor.

*Art. 55*Feststellung der  
Fahrunfähigkeit

<sup>1</sup> Fahrzeugführer sowie an Unfällen beteiligte Strassenbenützer können einer Atemalkoholprobe unterzogen werden.

<sup>2</sup> Weist die betroffene Person Anzeichen von Fahrunfähigkeit auf und sind diese nicht oder nicht allein auf Alkoholeinfluss zurückzuführen, so kann sie weiteren Voruntersuchungen, namentlich Urin- und Speichelproben unterzogen werden.

<sup>3</sup> Eine Blutprobe ist anzuordnen, wenn:

- a. Anzeichen von Fahrunfähigkeit vorliegen; oder
- b. die betroffene Person sich der Durchführung der Atemalkoholprobe widersetzt oder entzieht oder den Zweck dieser Massnahme vereitelt.

<sup>4</sup> Die Blutprobe kann aus wichtigen Gründen auch gegen den Willen der verdächtigten Person abgenommen werden. Andere Beweismittel für die Feststellung der Fahrunfähigkeit bleiben vorbehalten.

<sup>5</sup> Das kantonale Recht bestimmt, wer für die Anordnung der Massnahmen zuständig ist.

<sup>6</sup> Die Bundesversammlung legt in einer Verordnung fest, bei welcher Blutalkoholkonzentration unabhängig von weiteren Beweisen und individueller Alkoholverträglichkeit Fahrunfähigkeit im Sinne dieses Gesetzes angenommen wird (Angetrunkenheit) und welche Blutalkoholkonzentration als qualifiziert gilt.

<sup>7</sup> Der Bundesrat:

- a. kann für andere die Fahrfähigkeit herabsetzende Substanzen festlegen, bei welchen Konzentrationen im Blut unabhängig von weiteren Beweisen und individueller Verträglichkeit Fahrunfähigkeit im Sinne dieses Gesetzes angenommen wird;
- b. erlässt Vorschriften über die Voruntersuchungen (Abs. 2), das Vorgehen bei der Atemalkohol- und der Blutprobe, die Auswertung dieser Proben und die zusätzliche ärztliche Untersuchung der der Fahrunfähigkeit verdächtigten Person;
- c. kann vorschreiben, dass zur Feststellung einer Sucht, welche die Fahreignung einer Personen herabsetzt, nach diesem Artikel gewonnene Proben, namentlich Blut-, Haar- und Nagelproben, ausgewertet werden.

**8. Abschnitt: Verkehrsinformation***Art. 57c*

<sup>1</sup> Die Kantone informieren die Strassenbenützer über aussergewöhnliche Verkehrslagen, über Verkehrsbeschränkungen und Strassenver-



hältnisse, insbesondere auf Durchgangsstrassen. Sie orientieren andere Kantone und die Nachbarstaaten, soweit es die Sachlage erfordert.

<sup>2</sup> Die Kantone können die Informationsaufgabe privaten Organisationen übertragen.

<sup>3</sup> Der Bund unterstützt die Kantone durch fachliche Beratung und bei der Koordinierung von Verkehrsinformationen, die über die kantonalen oder nationalen Grenzen hinaus von Interesse sind.

*Art. 67 Abs. 3 und 4*

<sup>3</sup> Der Bundesrat regelt die Voraussetzungen, unter welchen der Halter an Stelle des versicherten Fahrzeuges und mit dessen Kontrollschildern ein anderes Fahrzeug verwenden darf. Die Versicherung gilt ausschliesslich für das verwendete Fahrzeug. Der Versicherer kann auf den Halter Rückgriff nehmen, wenn die Verwendung nicht zulässig war.

<sup>4</sup> *Aufgehoben*

*Art. 91*

Fahren in  
fahrunfähigem  
Zustand

<sup>1</sup> Wer in angetrunkenem Zustand ein Motorfahrzeug führt, wird mit Haft oder mit Busse bestraft. Die Strafe ist Gefängnis oder Busse, wenn eine qualifizierte Blutalkoholkonzentration (Art. 55 Abs. 6) vorliegt.

<sup>2</sup> Wer aus anderen Gründen fahrunfähig ist und ein Motorfahrzeug führt, wird mit Gefängnis oder mit Busse bestraft.

<sup>3</sup> Wer in fahrunfähigem Zustand ein motorloses Fahrzeug führt, wird mit Haft oder mit Busse bestraft.

*Art. 91a*

Vereitelung von  
Massnahmen zur  
Feststellung der  
Fahrunfähigkeit

<sup>1</sup> Wer sich als Motorfahrzeugführer vorsätzlich einer Blutprobe, einer Atemalkoholprobe oder einer anderen vom Bundesrat geregelten Voruntersuchung, die angeordnet wurde oder mit deren Anordnung gerechnet werden musste, oder einer zusätzlichen ärztlichen Untersuchung widersetzt oder entzogen oder den Zweck dieser Massnahmen vereitelt hat, wird mit Gefängnis oder mit Busse bestraft.

<sup>2</sup> Hat der Täter ein motorloses Fahrzeug geführt oder war er als Strassenbenützer an einem Unfall beteiligt, so ist die Strafe Haft oder Busse.

*Art. 94 Ziff. 4*

4. Der Artikel 141 des Strafgesetzbuches<sup>6</sup> findet in diesen Fällen keine Anwendung.

*Art. 95 Randtitel und Ziff. 2–4*

Fahren ohne  
Führerausweis  
oder trotz Entzug

2. Wer ein Motorfahrzeug führt, obwohl ihm der Lernfahr- oder Führerausweis verweigert, entzogen oder aberkannt wurde, wird mit Gefängnis oder mit Busse bestraft.

3. Wer ein Fahrrad führt, obwohl ihm das Rad fahren untersagt wurde, wird mit Haft oder mit Busse bestraft.

4. Wer ein Fuhrwerk führt, obwohl ihm das Führen eines Tierfuhrwerkes untersagt wurde, wird mit Haft oder mit Busse bestraft.

*Art. 100 Ziff. 1 zweiter Satz*

1. ... In besonders leichten Fällen wird von der Strafe Umgang genommen.

*Art. 104b Abs. 1, 3 Einleitungssatz und Bst. k–m sowie 4*

<sup>1</sup> Das Bundesamt für Strassen führt in Zusammenarbeit mit den Kantonen ein automatisiertes Administrativmassnahmenregister (ADMAS).

<sup>3</sup> Das Register enthält alle von schweizerischen Behörden verfüigten oder von ausländischen Behörden gegen Personen mit Wohnsitz in der Schweiz angeordneten Administrativmassnahmen:

- k. Verlängerung der Befristung des Führerausweises auf Probe;
- l. Verfall des Führerausweises auf Probe;
- m. Aufhebung oder Abänderung von Massnahmen nach den Buchstaben a–l.

<sup>4</sup> Neben dem Bundesamt für Strassen bearbeiten die für die Erteilung und den Entzug der Ausweise zuständigen Behörden des Bundes und der Kantone im Register Personendaten.

*Art. 104c*

Fahrberechtigungregister

<sup>1</sup> Das Bundesamt für Strassen führt in Zusammenarbeit mit den Kantonen ein automatisiertes Fahrberechtigungsregister (FABER).

<sup>2</sup> Das Register dient der Erfüllung folgender gesetzlicher Aufgaben:

- a. Erteilung von Lernfahr-, Führer- und Fahrlehrerausweisen;
- b. Kontrolle der zivilen und militärischen Fahrberechtigungen;
- c. Erstellung der Statistik der Fahrberechtigungen.

<sup>3</sup> Das Register enthält:

- a. die von schweizerischen Behörden oder von ausländischen Behörden für Personen mit Wohnsitz in der Schweiz erteilten Fahrberechtigungen;

- b. die von schweizerischen Behörden verfügten aktuellen Führerausweisenzüge, Verweigerungen, Aberkennungen und Fahrverbote;
- c. die von ausländischen Behörden verfügten aktuellen Führerausweisenzüge, Verweigerungen, Aberkennungen und Fahrverbote gegenüber Personen mit Wohnsitz in der Schweiz sowie gegenüber Personen, die einen schweizerischen Lernfähr- oder Führerausweis besitzen.

<sup>4</sup> Neben dem Bundesamt für Strassen bearbeiten die für die Erteilung und den Entzug der Ausweise zuständigen Behörden des Bundes und der Kantone im Register Personendaten.

<sup>5</sup> Folgende Stellen können durch ein Abrufverfahren Einsicht in das Register nehmen:

- a. die Verkehrspolizeien und Zollorgane in die für die Kontrolle der Fahrberechtigung erforderlichen Daten;
- b. die Strafverfolgungs- und Gerichtsbehörden im Rahmen von Verfahren zur Beurteilung von Strassenverkehrswiderhandlungen in alle Daten.

<sup>6</sup> Der Bundesrat legt die Einzelheiten fest, insbesondere:

- a. die Verantwortung für die Datenbearbeitung;
- b. den Katalog der zu erfassenden Daten und deren Aufbewahrungsfristen;
- c. das Meldeverfahren;
- d. die Datenberichtigung;
- e. die Organisation und den Betrieb des automatisierten Daten-systems;
- f. die Zusammenarbeit mit den betroffenen Behörden;
- g. die Behörden, denen Daten im Einzelfall bekanntgegeben werden können;
- h. die Datensicherheit.

<sup>7</sup> Der Bundesrat kann den Behörden des Fürstentums Liechtenstein, welche Aufgaben nach den Absätzen 4 und 5 erfüllen, die Beteiligung an Führung und Nutzung des Registers bewilligen.

#### *Art. 104d*

Fahrzeugtypen-  
register

<sup>1</sup> Das Bundesamt für Strassen führt ein automatisiertes Fahrzeugtypenregister (TARGA).

<sup>2</sup> Das Register dient der Erfüllung namentlich folgender gesetzlicher Aufgaben:

- a. Fahrzeugzulassung;
- b. Fahrzeugprüfung;

- c. Erarbeitung von Grundlagen der Verkehrs-, Umwelt- und Energiepolitik;
  - d. Erhebung von Abgaben;
  - e. Information der Öffentlichkeit über Daten der Fahrzeugtypen.
- <sup>3</sup> Das Register enthält:
- a. die in der Schweiz genehmigten Fahrzeugtypen;
  - b. die auf Grund ausländischer Genehmigung in den Schweizer Handel gebrachten Fahrzeugtypen;
  - c. die Inhaber und Inhaberinnen der Typengenehmigung und bei ausländischem Wohnsitz deren Vertretung in der Schweiz.
- <sup>4</sup> Folgende Stellen können durch ein Abrufverfahren Einsicht in das Register nehmen:
- a. die für die Fahrzeugzulassung zuständigen Behörden des Bundes und der Kantone sowie die für die Durchführung von amtlichen Fahrzeugprüfungen bezeichneten Stellen;
  - b. die Polizei- und Zollorgane.
- <sup>5</sup> Der Bundesrat legt die Einzelheiten fest, insbesondere:
- a. die Verantwortung für die Datenbearbeitung;
  - b. den Katalog der zu erfassenden Daten und deren Aufbewahrungsfristen;
  - c. das Meldeverfahren;
  - d. die Datenberichtigung;
  - e. die Organisation und den Betrieb des automatisierten Daten-systems;
  - f. die Zusammenarbeit mit den betroffenen Behörden;
  - g. die Behörden, denen Daten im Einzelfall bekanntgegeben werden können;
  - h. die Datensicherheit.
- <sup>6</sup> Der Bundesrat kann den Behörden des Fürstentums Liechtenstein, welche Aufgaben nach Absatz 4 erfüllen, die Beteiligung an der Nutzung des Registers bewilligen.

*Art. 106 Abs. 1 zweiter Satz, 4 zweiter und dritter Satz, 7 zweiter Satz und 9 zweiter und dritter Satz*

<sup>1</sup> ... Er kann das Bundesamt für Strassen zur Regelung von Einzelheiten ermächtigen.

<sup>4</sup> *Zweiter und dritter Satz aufgehoben*

- 7 ... Im Rahmen solcher Vereinbarungen kann er:
- a. auf den Umtausch des Führerausweises bei Wohnsitzwechsel über die Landesgrenzen verzichten;
  - b. Bewilligungen vorsehen für Fahrten von schweizerischen und ausländischen Fahrzeugen, welche die in Artikel 9 festgelegten Gewichte überschreiten; die Bewilligungen erteilt er nur ausnahmsweise und soweit es die Interessen der Verkehrssicherheit und des Umweltschutzes gestatten.
- 9 ... Das Eidgenössische Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation kann Änderungen technischer Regelungen zu solchen Verträgen übernehmen, wenn das schweizerische Recht nicht angepasst werden muss. Es kann auch Änderungen der Anlagen des Europäischen Übereinkommens vom 30. September 1957<sup>7</sup> über die internationale Beförderung gefährlicher Güter auf der Strasse übernehmen.

## II

Das Bundesrechtspflegegesetz vom 16. Dezember 1943<sup>8</sup> wird wie folgt geändert:

*Art. 100 Abs. 1 Bst. 1 Ziff. 1*

*Aufgehoben*

## III

*Übergangsbestimmungen zur Änderung vom 14. Dezember 2001*

<sup>1</sup> Nach den Vorschriften dieser Änderung wird beurteilt, wer nach ihrem Inkrafttreten eine leichte, mittelschwere oder schwere Widerhandlung gegen die Strassenverkehrsvorschriften begeht.

<sup>2</sup> Nach bisherigem Recht angeordnete Massnahmen werden nach bisherigem Recht berücksichtigt.

<sup>3</sup> Die Bestimmungen der Artikel 16b Absatz 2 Buchstabe f und 16c Absatz 2 Buchstabe e gelten auch für Führerausweiszüge nach dem bisherigen Artikel 16 Absatz 3 Buchstabe e.

<sup>7</sup> SR 0.741.621

<sup>8</sup> SR 173.110

## IV

*Referendum und Inkrafttreten*

<sup>1</sup> Dieses Gesetz untersteht dem fakultativen Referendum.

<sup>2</sup> Der Bundesrat bestimmt das Inkrafttreten.

Ständerat, 14. Dezember 2001

Nationalrat, 14. Dezember 2001

Der Präsident: Anton Cottier

Die Präsidentin: Liliane Maury Pasquier

Der Sekretär: Christoph Lanz

Der Protokollführer: Christophe Thomann

*Ablauf der Referendumsfrist und Inkraftsetzung*

<sup>1</sup> Die Referendumsfrist für dieses Gesetz ist 7. April 2002 (1. Arbeitstag: 8. April 2002) unbenützt abgelaufen.<sup>9</sup>

<sup>2</sup> Es wird wie folgt in Kraft gesetzt:

- a. Die Artikel 2 Absatz 3<sup>bis</sup>, 3 Absatz 4 dritter und vierter Satz, 32 Absätze 3 und 4, 53a und 57c sowie Ziffer II treten auf den 1. Januar 2003 in Kraft;
- b. Die Artikel 9 Absatz 3<sup>bis</sup>, 16 Absatz 4, 22 Absatz 1 mit Ausnahme des zweiten Satzteiles des dritten Satzes «... und für Militärfahrzeuge und ihre Führer eidgenössische Ausweise vorsehen», 104c und 106 Absatz 1 zweiter Satz, Absatz 4 zweiter und dritter Satz sowie Absatz 9 zweiter und dritter Satz treten auf den 1. April 2003 in Kraft;
- c. Die übrigen Bestimmungen werden auf einen späteren Zeitpunkt in Kraft gesetzt.

3. Juli 2002

Im Namen des Schweizerischen Bundesrates

Der Bundespräsident: Kaspar Villiger

Die Bundeskanzlerin: Annemarie Huber-Hotz

<sup>9</sup> BBl 2001 6499